



26 FÉVRIER 2024

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



## **INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, AGRICULTURE ET INDUSTRIE DE DÉFENSE**

Bonne lecture!  
Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT,  
Alexandre SIMONIN

Avec la précieuse assistance de Carla BOYER et Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISI.

---



ELECTIONS 2024

## URSUS

# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

C'est la fin d'un petit suspens : la lourde machine diplomatico-politique européenne vient de s'ébranler. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne a annoncé qu'elle sera candidate à sa propre succession.

- Avec la remise en cause profonde du Green Deal - pilier du mandat passé - par sa propre famille politique, et les signaux répétés d'une plus grande implication dans les affaires internationales, on disait Ursula von der Leyen tentée par d'autres horizons.
  - Le secrétariat général de l'OTAN en particulier,
  - mais le soutien franco-allemand à la candidature pour ce poste de Mark Rutte, Premier ministre néerlandais sortant, vient clarifier la distribution des rôles.
  - Soutenue par son parti national, la CDU, et sans concurrent dans sa famille politique, Ursula von der Leyen sera officiellement investie comme Spitzenkandidatin, au congrès du PPE, les 6 et 7 mars 2024 à Bucarest.
  
- Les programme et éléments de sa prochaine campagne sont encore flous. Les enjeux européens sont nombreux, mais dans le contexte de la 3e année de guerre en Ukraine, et d'un possible désengagement américain, le plus important semble être la défense.
  - Elle a annoncé le projet d'un poste de commissaire à la défense.
  - L'élargissement futur de l'UE sera aussi très probablement central.
  - Malgré la trajectoire vers la neutralité carbone 2050, le Pacte vert n'aura plus la même place centrale qu'il y a 5 ans.
    - "Nous voulons renforcer la démocratie dans l'Union européenne," a-t-elle ajouté lors de l'annonce de sa candidature.
  
- Malgré la poussée de la droite radicale (cf. EIH 29/1/24), les projections donnent toujours le PPE en tête des élections, ce qui signifierait qu'elle serait favorite dans la course à la présidence de la Commission.
  - Une inconnue subsiste: sera-t-elle candidate sur la liste CDU pour le Parlement européen ?
    - Ce n'était pas le cas de la liste de 2019, menée par Manfred Weber, ni en 2014, quand le Spitzen du PPE, Jean-Claude Juncker avait refusé de faire campagne pour le Parlement européen.
  - Rappelons que le président de la Commission est élu par le Parlement européen, sur proposition du Conseil européen.
    - Ce dernier est tenu de prendre en compte les résultats des élections européennes.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## DÉFENSE, ÉTATS-UNIS, UKRAINE, TRUMPS OF JERICHO

Si l'on en croit Ursula von der Leyen, candidate à sa propre succession, la défense européenne devrait se trouver au cœur du prochain mandat de la Commission. Il faut bien admettre que tout concourt à cela.

- Ce samedi 24 février 2024, alors que l'Ukraine entame sa troisième année de guerre contre l'envahisseur russe, sa dépendance envers ses alliés se fait plus cruciale encore.
  - Malheureusement, la liste des soutiens à la résistance ukrainienne se réduit, et pourrait bientôt se limiter à l'Europe.
- Alors que les principaux contributeurs à l'effort de guerre ukrainien sont déjà les Européens (dont Allemagne et Danemark en tête), le Congrès américain bloque depuis plusieurs semaines le paquet d'aides financières à l'Ukraine.
  - En outre, les récentes annonces de l'ex-président et potentiel futur candidat républicain Donald Trump inquiètent de plus en plus les capitales européennes.
  - Dans une de ses saillies tristement célèbres, Trump a réitéré une sorte de dédain pour le principe de solidarité au cœur l'Alliance atlantique déjà palpable entre 2016 et 2020.
    - En exigeant que les pays membres de l'OTAN augmentent leurs contributions financières à l'organisation, il a aussi menacé de retirer les troupes américaines d'Europe.
- Le président ukrainien se prépare déjà à une défense et un soutien ne venant que des Européens.
  - Il était d'ailleurs en voyage à Paris et Berlin, cette semaine comme le rappelle cet article du Grand Continent.
  - Il a réussi à négocier des accords de sécurité, et a obtenu une aide de 3 milliards d'euros de la part de la France.
  -



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## DÉFENSE, ÉTATS-UNIS, IMPERMÉABILISANT

L'enjeu dépasse celui de l'Ukraine et de l'assistance financière. Il s'agit de la capacité des Européens à assurer leur propre défense, sans les Etats Unis et de la possibilité de rendre l'UE imperméable à Trump. Il s'agit de "Trumpproofing Europe", proposent 4 analystes experts des affaires européennes dans un article important pour Foreign Affairs.

- En campagne des primaires, Trump est allé très loin. Après avoir réaffirmé que selon lui l'OTAN était obsolète, il a déclaré qu'il pourrait ne pas protéger un pays membre de l'OTAN attaqué par la Russie si ce pays ne payait pas ce qu'il considère être la "juste part".
  - Les responsables de l'OTAN et Européens ont condamné ces déclarations qualifiées de dangereuses et irresponsables.
  - Fort de son expérience passée et dans un contexte plus instable que jamais, le retour de Trump à la Maison Blanche pourrait avoir de très lourdes conséquences pour l'Europe.
  - Certains pays limitrophes à la Russie sont inquiets de ce que pourraient être les plans futurs de V. Poutine.
    - C'est le cas particulièrement de l'Estonie, qui pourtant assume déjà les 2% (seule dans l'OTAN avec la Lituanie).
- 70 ans après l'échec de la CED, l'ennemi n'est plus communiste mais il est toujours à l'Est, et la question d'une défense commune européenne se pose à nouveau avec acuité (cf. EIH 19/02/2024).
  - Dans sa déclaration de candidature, Ursula von Der Leyen a exprimé l'idée de créer un commissaire spécialement dédié à la défense.
  - Les dirigeants européens se sont prononcés à plusieurs reprises sur la volonté de conforter la défense européenne.
    - En janvier E. Macron appelait à un "renforcement de la défense européenne."
    - Le chancelier O. Scholz plaidait pour une "armée européenne" et une "production à grande échelle".

La défense sera un sujet central dans la campagne pour les élections du Parlement européen.



## GREEN DEAL

### QUALITÉ DE L'AIR, POLLUTION, DÉSODORISANT

Mardi 27 février 2024, les États membres se penchent sur un « enjeu de santé publique » majeur, avec la révision de la directive sur la qualité de l'air. Si l'on n'est plus sur les descriptions infernales des grandes villes du 19<sup>e</sup> siècle, et jusqu'en 1952 même, la pollution de l'air reste un fléau de l'ère industrielle, responsable de près de 9 millions de morts par an dans le monde selon les chiffres du Lancet.

- D'après l'Organisation Mondiale de la Santé, 95% de la population européenne respirent un air malsain.
  - Rien qu'en France, il y aurait près de 250.000 morts annuellement du fait de la pollution atmosphérique.
  - L'urgence dépasse les frontières nationales et nécessite une approche coordonnée au sein de l'Union
- Malheureusement, l'urgence semble avoir déserté le processus décisionnel de l'UE. Les associations s'inquiètent que les premières versions du texte ne soient mises en place qu'en 2030, voire 2040 pour les pays « les plus pauvres au niveau de l'Europe ».
  - Pourtant, ce sont ces pays les plus touchés par la pollution de l'air :
    - Elle est ainsi de 30% plus importante dans les pays à plus faible PIB, tel que la Pologne, la Roumanie ou encore l'Espagne.
    - La faible réactivité des autorités européennes face à une problématique aussi pressante est évidemment corrélée aux résistances des acteurs industriels.
  - La nouvelle proposition de révision se heurte, avant même les discussions formelles, au lobbying issu des secteurs et activités économiques qui la génèrent.
    - C'est à dire, le secteur de l'automobile, ou encore, le secteur résidentiel avec ses systèmes de chauffage.
    - L'enjeu de la qualité de l'air met ainsi une nouvelle fois en exergue la tension entre les intérêts économiques à court terme d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé publique de l'autre.



## GREEN DEAL

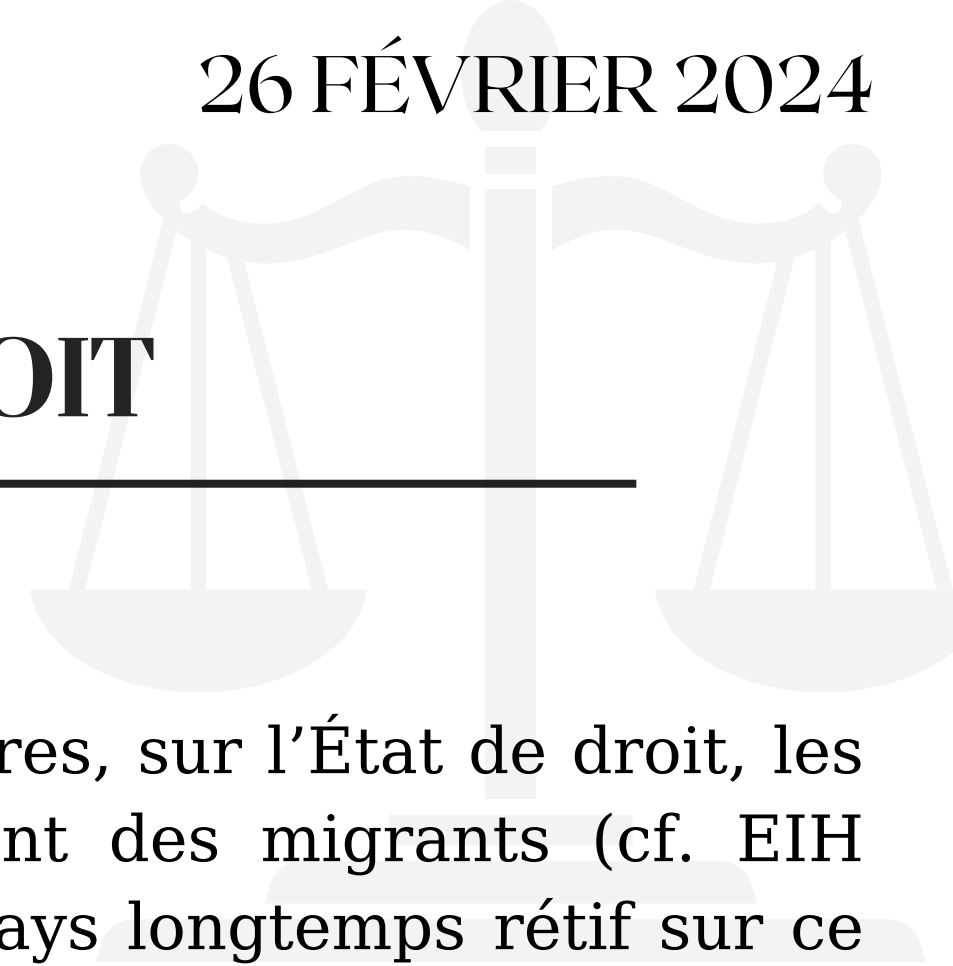
### HYDROGÈNE, AIDES D'ÉTAT, AH CA IRA, CA IRA, CA IRA,

Alors que la géopolitique, la géologie et la lutte contre le changement climatique ont conjointement rendue obsolète l'ère des énergies faciles, abondantes à faible coût, l'hydrogène fait miroiter la perspective d'une nouvelle ère énergétique. Malheureusement, les investissements pour rendre l'hydrogène économiquement viable doivent être conséquents.

- Les Traités européens imposent un cadre strict concernant les aides d'État, restreignant ces pratiques contraires au principe de libre concurrence.
  - Face à cela, l'IRA et les GAFAM américain, les pratiques chinoises nourrissent le débat européen sur les moyens d'une politique industrielle ambitieuse - surtout à l'aune des objectifs de la transition énergétique (cf. EIH 29/10/23 et 21/1/24).
- Pragmatique, l'Union européenne a cependant intégré une clause dans les traités, pour offrir la possibilité aux États membres d'accorder des aides dans le cadre d'importants projets d'intérêt européen commun (IPCEI).
  - C'est dans ce dispositif que la France engage sa "coalition nucléaire" pour financer conjointement la relance des programmes nucléaires et les fameux "Small Modular Reactors" sur lesquels l'industrie compte.
  - C'est aussi dans ce cadre légal que la Commission a approuvé, le 15 février 2024, le versement de 6.9 milliards d'aide d'États par sept États membres, (France, Allemagne, Italie, Pays-bas, Pologne, Portugal et Slovaquie).
    - Ces aides ont pour objectif de financer le projet « IPCEI Hy2Infra » qui veut stimuler l'approvisionnement en hydrogène renouvelable,
    - "réduisant ainsi la dépendance au gaz naturel et contribuant à la réalisation des objectifs du Green Deal européen et du plan REPowerEU".
    - Ces raisons justifient les aides d'État en l'occurrence.
  - Dans le cadre de cet IPCEI, 32 entreprises actives dans un ou plusieurs États membres, y compris des petites et moyennes entreprises (PME), participeront à 33 projets.
- Le projet comprend le déploiement de 3,2 GW d'électrolyseurs à grande échelle pour produire de l'hydrogène renouvelable ; et de nouvelles conduites de transport et de distribution d'hydrogène.
  - Il ambitionne aussi le développement d'installations de stockage d'hydrogène à grande échelle d'une capacité d'au moins 370 GWh, et la construction de terminaux de traitement et d'infrastructures portuaires.
  - En termes d'agenda, divers électrolyseurs à grande échelle devront être déjà opérationnels entre 2026 et 2028, les pipelines entre 2027 et 2029 et enfin, l'achèvement global des projets est prévu pour 2029.
- L'IPCEI Hy2Infra vient compléter les deux premiers IPCEI sur la chaîne de valeur de l'hydrogène :
  - le "Hy2Tech", approuvé par la Commission le 15 juillet 2022, qui se concentre sur le développement de technologies de l'hydrogène pour les utilisateurs finaux ;
  - et l'IPCEI "Hy2Use", approuvé le 21 septembre 2022, qui se concentre sur les applications de l'hydrogène dans le secteur industriel.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



GRÈCE, MARIAGE POUR TOUS,

## MY BIG FAT GREEK WEDDING

Si la Grèce est en délicatesse, comme beaucoup de ses partenaires, sur l'État de droit, les médias (cf. EIH 8/5/23), l'exercice du pouvoir ou le traitement des migrants (cf. EIH 27/1/23), il aura fallu un gouvernement conservateur dans un pays longtemps rétif sur ce sujet pour que progressent les droits en faveur d'une société inclusive.

- Le 15 février, par 176 voix pour (face à 254 députés en totalité), le Parlement grec a légalisé tant le mariage que l'adoption pour les couples de même sexe.
  - C'est le parti « Nouvelle Démocratie » de droite, au pouvoir, du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis qui a porté la réforme.
    - Ce dernier salue un « tournant pour les droits humains » et veut en faire une réponse directe aux craintes adressées par le Parlement européen concernant l'état de l'État de droit en Grèce.
    - Pour le chef de l'Église orthodoxe, l'archevêque Ieronymos d'Athènes, la nouvelle loi « corromprait la cohésion sociale du pays ».
  - Premier pays de culture chrétienne orthodoxe à légaliser le mariage pour tous, la Grèce emboîte le pas à l'Estonie devenu le 1<sup>er</sup> janvier 2024 le premier État de l'ex-Union soviétique à faire de même.
  
- Manifestation d'une extension de la garantie des droits au sein de l'UE ou évolution socio-culturelle convergente? Il y a bien sûr les mouvements de minorités actives, qui font tant pour les paniques morales conservatrices, mais aussi un mouvement d'interprétation du droit.
  - Ainsi la Cour européenne des droits de l'Homme condamnait comme une inégalité le traitement différencié entre les couples homosexuels et hétérosexuels en 2008.
  - Mais encore, le Parlement européen avait demandé, il y a plus de vingt ans, aux États membres d'abolir les discriminations contre les homosexuels « notamment en matière de droit au mariage et d'adoption d'enfants ».
  - On notera que le texte n'ouvre cependant pas la GPA (gestation pour autrui) aux couples homosexuels.
    - Une réticence partagée par la majorité des citoyens grecs et qu'on retrouve dans l'ensemble des pays de l'UE.
  
- La légalisation de l'union civile homosexuelle reste à conquérir les pays d'Europe centrale et des Balkans : la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Pologne, la Lituanie et la Lettonie.
  - En Roumanie par exemple, un référendum de 2018 rejetait fortement (93% contre) l'idée d'un mariage homosexuel.
  - Nuance cependant, la participation n'était que de 21,1%, légitimité démocratique assez faible donc.